



# État d'Avancement des Projets de Résilience à Djibouti

Du Janvier à 30 Juin 2022

14ème Comité directeur de la Plateforme IDDRSI et 8ème

Assemblée Générale

20-22 Juillet 2022

Addis-Abeba, Éthiopie

Préparé et présenté par le Groupe d'Expert Nationaux

d'IDDRSI

**2022**

# État d'Avancement des Projets de Résilience à Djibouti

Du Janvier à 30 Juin 2022

14ème Comité directeur de la Plateforme IDDRSI et 8ème

Assemblée Générale

20-22 Juillet 2022

Addis-Abeba, Éthiopie



## Sommaire

<b>1.</b>	<b>Introduction.....</b>	<b>8</b>
<b>2.</b>	<b>Progress de la mise en œuvre des recommandations depuis le 13<sup>ème</sup> PSC .....</b>	<b>10</b>
<b>3.</b>	<b>Mise à jours sur l'Etat d'Avancement des Projets de Résilience.....</b>	<b>11</b>
<b>3.1.</b>	<b>PIA 1: Ressources Naturelle et Gestion de l'Environnement .....</b>	<b>11</b>
	<b>3.1.1. Gestion et Développement des Ressources en eau .....</b>	<b>11</b>
	<b>3.1.3 Développement et Gestion appropriée pour la durabilité et l'accès .....</b>	<b>27</b>
	<b>3.1.4 Gestion Environnemental et Biodiversité.....</b>	<b>27</b>
	<b>3.1.5 Accès garanti à des sources d'énergie abordables, fiables, durables et renouvelables .....</b>	<b>30</b>
	<b>3.1.6 Gouvernance Foncière .....</b>	<b>32</b>
<b>3.2</b>	<b>PIA 2: Accès aux marchés, au commerce et aux services Financiers.....</b>	<b>32</b>
	<b>3.2.1 Développement des Marche et Transport .....</b>	<b>32</b>
	<b>3.2.2 Assurer la mobilité de l'élevage et commerce transfrontalières .....</b>	<b>32</b>
	<b>3.2.3 Access à des services financiers sécurisé et abordable .....</b>	<b>32</b>
	<b>3.2.4. Renforcement régional et commerce transfrontalière .....</b>	<b>32</b>
<b>3.3</b>	<b>PIA 3: Amélioration de Production et Diversification de mode de vie.....</b>	<b>32</b>
	<b>3.3.1 Production et Productivité animale .....</b>	<b>32</b>
	<b>3.3.2 Production and Productivité des cultures .....</b>	<b>33</b>
	<b>3.3.3 Développement de Ressources Halieutique et Apiculture .....</b>	<b>42</b>
	<b>3.3.4 Diversification de Revenue .....</b>	<b>47</b>
	<b>3.3.5 Productive Filet de Sécurité.....</b>	<b>49</b>
<b>3.4</b>	<b>PIA 4: Gestion des Risques et Catastrophe, préparation et réponse efficace .....</b>	<b>50</b>
	<b>3.4.1 Système d'Alerte Rapide et Réponse .....</b>	<b>50</b>
	<b>3.4.2 Planification d'Urgence.....</b>	<b>50</b>
	<b>3.4.3 Réduction de Risques catastrophe (Prévention, Atténuation &amp;, Préparation) et Adaptation du Changement Climatique. ....</b>	<b>50</b>
	<b>3.4.4 Cartographie des aléas, des risqué et de la vulnérabilité.....</b>	<b>51</b>
<b>3.5</b>	<b>PIA 5: Gestion de Connaissance de recherche et Transfer de technologies .....</b>	<b>51</b>
	<b>3.5.1 Soutien au recherche adaptative .....</b>	<b>51</b>
	<b>3.5.2 Système de conseille et vulgarisation .....</b>	<b>51</b>
	<b>3.5.3 Gestion de connaissance et communication .....</b>	<b>51</b>
	<b>3.5.4 Promouvoir le réseau des ventres nationaux et régionaux de recherche collaborative, appliquée et adaptive sur les terres arides .....</b>	<b>52</b>
<b>3.6</b>	<b>PIA 6: Prévention, Résolution des conflits et construction de la paix .....</b>	<b>52</b>

6.1	Construction de la paix et mécanismes de médiation.....	52
6.2	Résolution des conflits.....	52
3.7	<b>PIA 7: Renforcement Institutionnel, Coordination et partenariat .....</b>	<b>52</b>
3.7.1	Coordination et Gestion de plateforme .....	52
3.7.2	Renforcement Institutionnel et renforcement de capacité.....	53
3.7.3	Renforce le partenariat .....	54
3.7.4	Mobilisation des Ressources .....	54
3.7.5	Suivi, Évaluation and Apprentissage.....	55
3.8	<b>PIA 8: Capital Humain, Genre et développement sociale .....</b>	<b>55</b>
3.8.1	Access au santé et Nutrition.....	55
3.8.2	Access a l'Éducation et Formation .....	56
3.8.3	Promouvoir l'Egalite de Genre et l'Autonomisation des femmes et inclusion Sociale.....	56
3.8.4	Filet de Sécurité Sociale .....	57
3.8.5	Migration, et Déplacement et Inclusion Sociale.....	57
4.0	<b>Défis et Leçons Appris .....</b>	<b>57</b>
4.1	Défis.....	57
4.2	Leçons Appris.....	57
5.0	<b>Recommandations.....</b>	<b>58</b>

## Résumé Exécutive

Le document de programme pays a été révisé et valide en Juillet 2019 pour l'exécution de la stratégie de résilience à la sécheresse. Les lignes directrices de l'objectif attendu du DPP, qui était de présenter des actions cohérentes pour répondre aux besoins de l'ensemble des communautés touchées pour renforcer la politique de développement durable en introduisant des mesures de prévention et de gestion des risques afin de réduire la vulnérabilité des populations aux aléas naturels et d'améliorer la sécurité alimentaire. Tous les projets et programmes en cours et prévus sont conformes aux domaines d'intervention prioritaire de l'IDDRSI indiqués dans le DPP.

La communauté internationale a montré un intérêt pour le DPP de Djibouti et combine actuellement les 8 composantes de ses programmes et a déjà commencé à financer la mise en œuvre des domaines prioritaires du DPP.

Dans le cadre d'IDDRSI, le gouvernement de Djibouti, sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche chargé des ressources marines, qui est le point focal IDDRSI, préconise une solide approche participative (de la base au sommet) dans toutes les interventions destinées à être entreprises dans le pays. Dans un premier temps, Outre la gestion des ressources naturelles, la priorité est donnée aux activités dans les corridors pastoraux (routes de pâturage et routes commerciales) et la fourniture des services de base suivra probablement la mobilité des groupes cibles (services vétérinaires mobiles, cliniques mobiles, etc.). Il est clair que les pasteurs ont développé leurs modes de vie traditionnels en matière de résilience aux sécheresses. Ils connaissent leurs pâturages à chaque saison et les points d'eau en période de stress. Cette expérience a été transmise de génération en génération. Les mouvements réguliers d'animaux et de personnes dans le pays et à travers les frontières internationales facilitent leur recherche dans l'espace au-dessus des ressources naturelles limitées (eau, pâturage et parcours).

Les projets de la première génération (DRLSP I & III, Dry land, PROGRESS, PRAREV, etc.) avancent bien et les impacts sont visibles sur le terrain. La mise en œuvre des projets ne posait pas de problème majeur, à l'exception des retards enregistrés dans le projet DRY LAND par rapport au plan de travail du projet. Tous les autres projets sont sur la bonne voie. Le pourcentage actuel de décaissement de DRLSP I est de 100% tandis que le DRLSP III a atteint 38% de décaissement.

Djibouti est pleinement engagé à renforcer la coopération et le développement transfrontaliers. y compris les engagements politiques. Les programmes de résilience et les investissements dans ces domaines partent du principe que les communautés sont homogènes, partagent des ressources, des moyens de subsistance, des cultures et interagissent librement, quelles que soient les frontières nationales. Les zones transfrontalières manquent d'investissements sociaux et économiques. Les ressources naturelles ont été négligées et soumises à une exploitation excessive et à une utilisation abusive, entraînant une perte massive de biodiversité.

Dans le cadre du projet SC II, qui a comme principal but de renforcement de capacité pour améliorer la coordination du programme IDDRSI. Le groupe d'experts nationaux a été créé et les deux premières réunions ont été organisées sous l'égide de l'IGAD. Deux réunions du comité directeur ont été également organisées. Deux missions du terrain pour suivi et évaluation de projet phare de résilience.

Le comité des experts nationaux se réunissent régulièrement et y travaillent à l'amélioration du DPP. Ce groupe d'experts est très active et échange sur l'évolution des programmes et projets menés par nos différentes institutions.

## 1. Introduction

La République de Djibouti est un pays situé à la Corne de l'Afrique avec une population de 818.159 habitants (source du recensement RGPH<sup>1</sup>) sur une superficie de 23.200 Km<sup>2</sup>, dont elle partage une frontière terrestre avec l'Ethiopie, l'Erythrée, la Somalie et maritime avec le Yémen.

Le pays est caractérisé par un climat aride à semi désertique qui rend le pays extrêmement vulnérable aux sécheresses et à la rareté de l'eau. Les précipitations sont irrégulières, avec une moyenne annuelle de l'ordre **150-300 mm** qui varie selon les régions du pays. Les températures moyennes sont comprises entre 17° et 42° avec des taux d'évapotranspiration de l'ordre de 2000 mm par an.

De par sa position géographique et ses spécificités climatiques, Djibouti est exposé à de nombreux aléas naturels : (i) sécheresses aiguës survenant environ tous les 4 ans depuis 1996 ; (ii) fortes inondations revenant en moyenne tous les 10 ans; (iii) fréquents séismes atteignant des magnitudes de 4 à 5 sur l'échelle de Richter ; (iv) volcanisme dans la région de la dépression d'Afar ; et (v) incendies liés aux périodes sèches prolongées.

Le pays a connu en 2007 une sécheresse chronique sans précédent qui a gravement affecté plus de 120 000 personnes dans les zones rurales soit 50 % de la population rurale et 15% de la population totale.

Les moyennes de précipitations à Djibouti sont estimées à seulement 130 mm par an, alors que la moyenne annuelle en Afrique de l'Est est de 250 mm. Le seuil théorique de rareté fixé par la Banque Mondiale à 1000 m<sup>3</sup> par habitant et par an place la république de Djibouti, avec moins de 270 m<sup>3</sup> d'eau douce par an et par habitant en 2009, parmi les pays les plus pauvres en matière de potentialités hydriques.

En dépit des efforts considérables des interventions du programme pays IDDRSI de Djibouti (2012/2022), la situation pour la République de Djibouti reste d'actualité.

Compte tenu de l'impact des faibles précipitations la saison actuelle de *Diraac/Soughoum* (Mars-Mai) qui constitue les pluies intermédiaires en termes de volume et du début de la période de soudure, il faut s'attendre à une détérioration de la sécurité alimentaire au cours des six prochains mois. De plus, l'afflux massif de réfugiés provenant principalement du Yémen et de la Somalie contribue à l'augmentation des besoins humanitaires.

Djibouti se caractérise par une économie duale. D'un côté, on trouve un secteur moderne, basé sur des revenus de rente provenant des ports et des bases militaires louées par des contingents étrangers pour l'environnement urbaine. D'autre part, le milieu rural n'a pas accès aux services de bases. L'économie est axée sur les services, notamment les transports et services connexes, en raison de la position

---

<sup>1</sup>RGPH: Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

géostratégique du pays dans le golfe d'Aden, au carrefour de corridors maritimes importants pour l'acheminement de biens et de pétrole. La construction, l'hôtellerie et les télécommunications se développent, mais leur poids reste marginal.

Les pasteurs de Djibouti ont développé des stratégies d'adaptation distinctes, par exemple: la mobilité des troupeaux accompagnés du groupe d'âge des jeunes hommes en tant que bergers; les femmes, les enfants et les hommes âgés restant dans les camps de base, élèvent des animaux et produisent du lait; utilisation extensive des sols et systèmes de rotation simples permettant la réhabilitation des pâturages; La propriété foncière commune favorise la mobilité nécessaire, mais les droits d'usufruit limités ont exclu les étrangers et donc empêché le surpâturage. La disponibilité limitée en eau a contribué à limiter le nombre de têtes de bétail, empêchant à nouveau le surpâturage.

## 2. Progress de la mise en œuvre des recommandations depuis le 13<sup>ème</sup> PSC

- 1- Le Gouvernement de Djibouti a redoublé les efforts de mobilisation des ressources en eau afin de créer un environnement propice au développement et protéger les moyens de subsistance de notre population, afin d'adhérer aux principes du développement durable. (*Recommandation 13.1*)
- 2- Djibouti s'aligne parfaitement sur la politique en matière de développement de l'élevage et des parcours sur la base d'un développement inclusif de la chaîne de valeur qui intègre et harmonise tous les producteurs, prestataires de services, dans les domaines de l'élevage, de l'alimentation animale (eau et fourrage), de la biodiversité, des services de santé et de la commercialisation. (*Recommandation 13.2*)
- 3- Djibouti prend en compte lors de la conception des programmes et projets de résilience le degré de fragilité et d'insécurité alimentaire et à la sensibilité des conflits. (*Recommandation 13.3*)
- 4- Le Gouvernement Djiboutien encourage à l'élargissement et la portée des investissements dans la résilience dans d'autres domaines à savoir régions à risques, inondations et sécheresses. (*Recommandation 13.4*)
- 5- Djibouti a mis en place un système de suivi et évaluation afin d'assurer un progrès efficace sur la réalisation des activités des projets de résilience, de collecte des données et des rapports axés sur les résultats. (*Recommandation 13.7*)
- 6- Pour atténuer les effets négatifs du COVID-19 et pour ne pas pallier aux acquis de la plateforme IDDRSI, l'Etat a par ailleurs consolidé la résilience de nos structures de part deux programmes le Pacte National Solidaire (PNS) et le Programme National de Développement (PND) qui s'articule sur 3 axes « *INCLUSION-CONNECTIVITE-INSTITUTIONS* ». (*Recommandation 13.14*)
- 7- Djibouti s'inscrit parfaitement à la recommandation **13.15** visant à élaborer des propositions bancables pour accroître la résilience dans la région de l'IGAD.

### 3. Mise à jours sur l'Etat d'Avancement des Projets de Résilience

#### 3.1. PIA 1: Ressources Naturelle et Gestion de l'Environnement

##### 3.1.1. Gestion et Développement des Ressources en eau

- ☞ Les activités réalisées par la Direction Hydraulique Rurale du MAEPRH durant l'année 2021 sont :
- ☞ Création et mise en place des structures de gestion autour des infrastructures dans les domaines de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, (WASH).
- ☞ Renforcement des capacités des membres de comités de gestion des ouvrages d'eau, d'hygiène et d'assainissement, (WASH).
- ☞ Réalisations de campagnes d'information, d'éducation et de communication WASH.
- ☞ Réalisations études socio-économiques communautaire WASH.
- ☞ Vulgarisations de documents stratégiques.
- ☞ Réalisations d'actions de visibilité des activités de la DHR.
- ☞ Distributions des kits d'hygiène.
- ☞ Sensibilisation, formation de comités de gestion de puits cimenté
- ☞ La Direction de l'Hydraulique Rurale gère actuellement un total de 152 points d'eau composés de 122 forages et de 30 puits communautaires. Ces points d'eau sont équipés et alimentent la population rurale, le cheptel, les services sociaux de base (école, dispensaire...) et les périmètres agropastoraux.
- ☞ Le projet DRESS-EA est un projet régional (Djibouti, Kenya, Ouganda et Soudan) financé par le Fonds d'Adaptation de l'ordre de 13.079.000 \$ pour une durée de quatre ans. Le montant 2.406.480 \$ alloué pour DJIBOUTI et permettra d'accroître la résilience des petits exploitants agricoles et des éleveurs aux risques liés aux changements climatiques (principalement à la sécheresse).
- ☞ DHR a élaboré et validé un plan d'action consolidé dans le secteur eau, hygiène et assainissement en milieu rural et la réalisation de l'étude de référence (Baseline) des indicateurs du secteur eau, hygiène et assainissement en milieu rural.

Les activités réalisées par Direction des Grands Travaux (DGT) sont :

- ☞ **Travaux de terrassement de lotissements au profit de la Fondation « Droit au Logement » :**  
Dans le cadre des activités de la Fondation, nous avons achevé le terrassement d'un terrain à Arta en vue d'accueillir un lotissement de 50 habitations et avons également exécuté une grande partie du terrassement d'un autre terrain de même superficie près de la localité de Weah.

- ☞ **Travaux de recalibrage d'oued et de rechargement de route** : Nous avons été diligents par Djibouti Ports Corridor Road afin d'intervenir sur un tronçon de voie de la Route Nationale 5 (RN5) endommagé par de violentes crues. Notre intervention consistait au départ à recalibrer le cours d'eau qui menaçait régulièrement ce tronçon routier lors des épisodes pluvieux afin de le canaliser vers le radier de traversée. Ensuite au fil du déroulement des travaux est apparue la nécessité de combler des pans entiers de voie emportés par les eaux de crues puis de reconforter l'ensemble. Ces différentes tâches ont été achevées avec succès rendant de nouveau praticable ledit tronçon de voie.
- ☞ **Barrage** : La construction du barrage a été achevée fin juillet 2020 et la réception définitive a été prononcée le 22 novembre 2021.
- ☞ **Travaux topographiques pour aménagement agricole à proximité du Barrage de l'Amitié** : Nous avons lancé et achevé l'étude topographique d'une zone de 400 Ha située sur une bande de terrain entre la Route Nationale 1 (RN1) et la rive nord du Barrage de l'Amitié. Les travaux topographiques ont été exécutés par le consultant Hydroterra Engineering sur financement de la Présidence. Suite à cette première étape, nous avons pris la décision de parcelliser 150 Ha de terrain proche de la retenue d'eau du Barrage. Ce travail étant également achevé, les octrois conditionnés de ces parcelles vont pouvoir débiter afin de procéder à leur valorisation agricole.
- ☞ **Nettoyage général et réfection de tronçon de voie à proximité du Camp Militaire Cheick Osman** : Nous sommes en train de participer, depuis le 16 novembre 2021, à des travaux de nettoyage général, de canalisation d'eaux usées et de rechargement d'une voie urbaine sise à Balbala à proximité du Camp Militaire Cheick Osman. Ces travaux, auxquels participent également les Gardes Côtes, l'OVD, l'ONEAD ainsi que l'ADR sont actuellement en cours.
- ☞ **Projet : appui à la résilience des populations rurales financé par un Don de l'Union Européenne à travers le 11ème FED** : Le présent projet s'inscrit dans le Programme Indicatif National de Djibouti pour la période 2014-2020 dans le secteur de la sécurité alimentaire notamment les axes de la lutte contre la malnutrition et la résilience aux effets du changement climatique. Le projet devrait à terme contribuer à améliorer les conditions de vie tout en améliorant la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales des régions de l'intérieur du pays. Pour atteindre les objectifs escomptés, le projet se déroulera selon 3 composantes comme suit : (i) Développement des infrastructures hydro-agricoles ; (ii) Augmentation de façon durable de la production agricole (végétale et animale) et développement des filières agro-pastorales et (iii) Renforcement du dispositif de prévention de la malnutrition chronique et de la prise en charge de la malnutrition aiguë. Le projet couvrira les zones rurales des cinq régions du pays. Les bénéficiaires finaux du projet sont les populations agropastorales, les femmes et les enfants vivant dans les régions de l'intérieur du pays. Dans le

cadre de ce projet, nous sommes chargés de l'exécution de la composante 1. Concernant le volet « travaux » :

Les offres ont été remises le 18 novembre 2020, après analyses des offres et attribution des différents lots de travaux, la contestation infondée par la Société Gereny Water Wells de l'adjudication des lots 1 et 2 (forages) à la société Abu Miska s'est soldé par le désistement de cette dernière par ailleurs seule soumissionnaire qualifié pour lesdits lots. Il en a résulté l'annulation pure et simple des travaux objet de ces deux lots.

La Société des Grands Travaux Internationaux attributaire des deux autres lots restants (lots 3 et 4) a reçu l'ordre de démarrer les travaux depuis le 25 juillet dernier et est actuellement en train d'exécuter les travaux topographiques aux fins d'élaboration des plans d'exécution des ouvrages.

Concernant le volet « supervision des travaux » :

Les offres ont été remises comme prévu le 12 novembre 2020 ;

Ces offres ont été analysées et le marché a été attribué à ANTEA Group ;

Du fait de la diminution de l'ampleur des travaux à superviser dû au désistement de la société Abu Miska, la restructuration du marché de services s'est avérée obligatoire.

Après annulation du marché initial, la négociation avec ANTEA Group a débouché sur la signature d'un nouveau contrat en date du 24 mai 2021, l'ordre de service de démarrer les prestations a été notifié le 17 octobre 2021.

Il faut souligner le retard pris de près de quatre mois du fait de la contestation de l'adjudication des lots 1 et 2. Bien que le processus d'attribution se soit déroulé dans les règles de l'Art, le contestataire s'est entouré de personnalités influentes afin de forcer une décision en sa faveur. Loin d'aboutir, cette malheureuse démarche a conduit à un blocage qui s'est soldé par l'annulation d'ouvrages hautement prioritaires pour des communautés rurales durement touchés par les effets néfastes du changement climatique.

👉 **Projet : mobilisation des eaux souterraines transfrontalières pour la résilience** : Il a pour objectif de sauvegarder et d'utiliser rationnellement trois nappes transfrontalières Rift Afar Nord et Rift Afar Sud avec Ethiopie ainsi que celle à la frontière avec le Somaliland /Somalie).

Le projet inclut également la mobilisation des eaux de surface des oueds venant et/ou se déversant dans ces deux pays voisins.

L'ensemble de ces ressources en eau mobilisées permettront de développer et/ou de renforcer les exploitations agricoles à destination des communautés vulnérables. L'élaboration du document de projet y afférent est actuellement en cours.

- ☞ **Projet : réduction des risques, inclusion et valorisation des économies pastorales** : Il vise à protéger les éleveurs contre les sécheresses récurrentes, à améliorer leur accès au marché et à mobiliser les investissements privés dans la chaîne de valeur de l'élevage afin de faciliter le commerce du bétail au niveau régional.

Ce projet va également introduire à Djibouti le concept d'assurance indicielle pour le bétail.

L'élaboration du document de projet y afférent est actuellement en cours.

## **PROJET DRY LAND**

Dans le cadre du projet DRY LAND, les activités réalisées en 2021 sont :

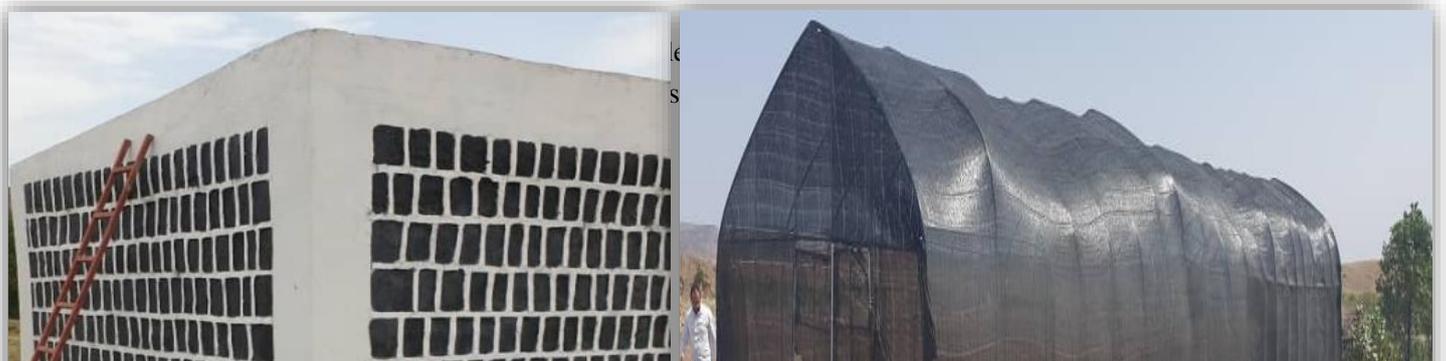
### **1. Composante 1 : Soutien aux systèmes de production communautaire**

#### ➤ **Zone d'intervention Sud : Daasbyo**

- Réhabilitation de 22 puits dans les périmètres agricoles de Doureh et Faradil (travaux de surcreusement de 3m, construction des parois et surélévation des margelles sur 1m)
- Installation de 16 pompes d'exhaure et de panneaux solaires au niveau de 16 puits pour 16 bénéficiaires



- Construction de 22 réservoirs de 32m<sup>3</sup> pour 22 exploitants agricoles
- Installation de 18 serres dans 18 jardins



Lancement une étude de besoins en eau

Dans le cadre de la mise en œuvre du **Projet intitulé** « Mise en œuvre des technologies d'adaptation dans les écosystèmes fragiles des Plaines Centrales de Djibouti »,

Finalisation des travaux de construction d'un réservoir d'eau de 50 m<sup>3</sup> à DARKELLEH (Tadjourah) pour le forage du projet PRODERMO.

Finalisation la construction d'un local de gardien pour les forages de Kalaf et d'Ad-bouya à Tadjourah.

Finalisation la construction d'un local du gardien pour les forages de Hanlé 1 à Dikhil.

Il est noté que ces trois forages du projet sont équipé par l'énergie solaire et sont tous fonctionnel.

**Finalisation la construction deux citernes enterrées de 100m<sup>3</sup>(10x5x2) à Dinamali dans la région Dikhil.**

Construction d'une citerne enterrée à DEBNÉ (Tadjourah)

Ouvrage réalisé dans le cadre du programme ADIL financé par l'Union Européenne. Le projet profite à une population de près de 500 habitants.

### **3.1.2 Gestion de Parcours et Développement de Pâturage**

Les activités réalisées par la Direction de l'Agriculture et de Forêt sont :

- L'Encadrement/Suivi et Formation des agriculteurs (Vulgarisation Continue des Cultures fourragères pour renforcer l'association agriculture/élevage par la plantation des espèces fourragères (espèces graminées et d'arbres et arbustes à Vocation fourragère et de haie brise-vent).
- Réception de 40 000 plants venus de l'Ethiopie.
- Distribution des plants d'ombrages aux 5 régions et les communes de la capitale.
- Production de 700 000 plants à usage multiple dans deux (2) pépinières étatiques (Ambouli et Attar).
- Mise à la disposition des tricycles citernes aux 5 régions de l'intérieur ainsi que de la Mairie pour l'entretien des arbres plantés dans les artères.
- Formation des membres des conseils de quartier de la ville de Djibouti sur la plantation et l'entretien des plants en collaboration avec la Mairie de Djibouti.
- Identification des producteurs de semence et des conseiller villageois

La Société Djiboutienne de Sécurité Alimentaire a réalisé les activités ci-dessous durant l'année 2021 :

État de lieu des activités des productions des plants réalisés par la Société Djiboutienne Sécurité Alimentaire (SDSA) du 1<sup>er</sup> juin 2021 au 15 février 2022

- **Préparation des lits des sachets (planches)**

La SDSA a recruté un consultant chargé de mettre en place toute la partie technique (les planches, le travail du sol, dimension ect..). Les planches ont été dimensionnées et confectionnées en fonction du système d'irrigation.

Nous avons creusé des planches allant de 2 à 2,5 m<sup>2</sup>, nivelées et ameublées jusqu'à 5 cm avec les mélanges des terres végétales. L'ensemble des planches de chaque bloc est numéroté et codifié par des lettres et des chiffres signifiant les quantités utilisées et les variétés semées.



**Photo 1: Nivellement de la parcelle**



**Photo 2: Confection des planches**

➤ **Préparation de terre d'empotage.**

En absence de sol humifère riche en élément nutritifs et léger, il a été décidé d'importer les terres végétales à PK 30. Nous avons utilisé un mélange de plusieurs composants pour obtenir de la terre d'empotage convenable tel que :

- ✚ Sol limon-argile
- ✚ Sol sablonneux
- ✚ Terreaux
- ✚ Boue de la station d'épuration des eaux usées de Douba



**Photo 3 : Préparation des terres végétales**

➤ **Remplissage et classement des sachets plastiques**

Les sachets ont été remplis directement à la main. On a tassé les sachets et on a laissé environ 2 cm pour les semis. Ensuite, les sachets remplis sont classés dans les planches de production ; protéger à leur base et autour de toutes les planches avec de la terre.

Les mélanges que composent les sachets sont le suivant :

- ✚ Une brouette des sables,
- ✚ Deux brouettes des argiles tamisées,
- ✚ 25 kg de terreaux,
- ✚ 10 kg de boues de station d'épuration (matière organique).



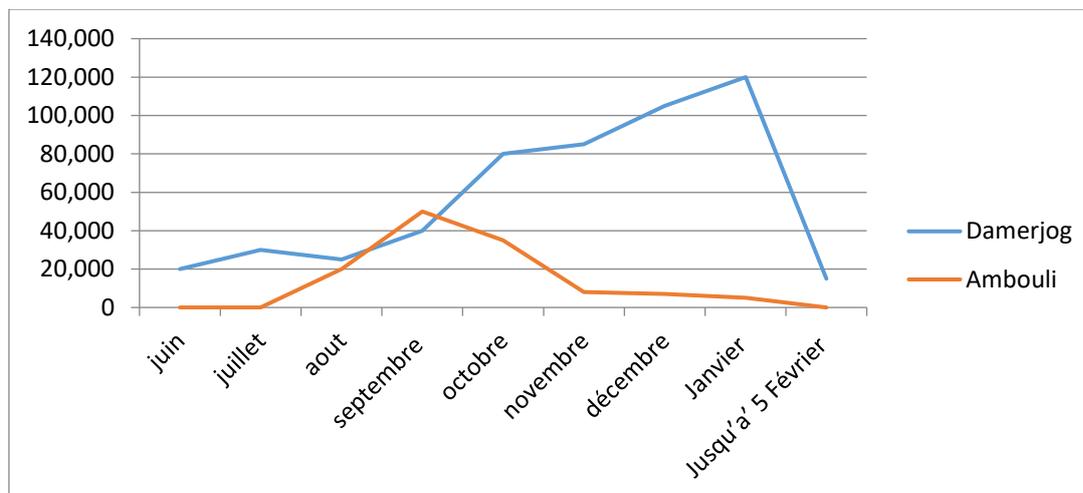
**Photo 4 et 5 : Remplissage de sachets**

Les techniciens de la SDSA nous ont fourni un tableau récapitulatif, les productions qui ont été effectuées dans les deux sites (voir ci-dessous):

**Tableau 1 : Récapitulatif du nombre des sachets remplis par mois**

<b>Mois</b>	<b>Damerjog</b>	<b>Ambouli</b>
Juin	20 000	0
Juillet	30 000	
Aout	25 000	20 000
septembre	40 000	50 000
Octobre	80 000	35 000
Novembre	85 000	8000
Décembre	105 000	7000
Janvier	120 000	5 000
Jusqu'a' 10 Février 2022	15 000	0
<b>total</b>	<b>520 000</b>	<b>125 000</b>

Au total il a été rempli 520 000 sachets à Damerjog et 125 000 sachets à Ambouli depuis le démarrage du projet.



**Figure 1 : Remplissage des sachets en fonction des mois et par site**

**Tableau 2: Production des plants par espèce 1<sup>er</sup> phase (1<sup>er</sup> juin au 30 novembre) :**

Espèces	Quantité des plants produits par site	
	Damerjog	Ambouli
conocarpus	20 000	15000
ziziphis	7000	1000
tamarinier	8000	-
Flamboyant	15 000	-
Terminalia brown	5000	5000
Albizia ou acacia de Constantinople	15 000	3000
Faux poivrier (shinus molle)	10 000	13000
Faut neem (Melia azedrach ou liliac de perse)	10 000	-
Cassias de siema	5000	2000
Thevecia :	3 000	15 000
Ficus	10 000	15 000
Dobera glabra	6000	-
Moringua	20 000	
Leucena	35 000	5000

Vernis de japon	20 000	15 000
Neem	15 000	12 000
Palmier doum	10 000	-
Pithecelobium dulce	6000	3000
Badamier	5000	1000
Acacia	15 000	-
<b>Total</b>	<b>240 000</b>	<b>105 000</b>

Il a été utilisé 1 à 2 graine par sachet, au total 345 000 sachets ont été semés :

**Les résultats :**

**Tableau 3 :** Résultats de la production de plants

Désignation	Nombres des plantules produites	Nombre de plantules perdues	Nombre de plants réussis
production de plants	345 000	92 700	252 300

A la lecture de ce tableau, il ressort que 73 % (252 300 plants) des productions des plantules ont été réussies et 27% (92 700 plants) des productions ont été perdues.

Les pertes des plantules sont dues :

- Peu de graines ont été mises dans les sachets :
- Faible quantité de terreaux utilisés pour le semi,
- Faible taux de germination (possibilité de mauvaise qualité des semences ...),
- Une forte chaleur (été).



**Photo 6 et 7: Plantules perdues**

### **Distribution des plants :**

La SDSA a planifié la distribution des plants en deux étapes:

**1<sup>er</sup> étape :** Un cahier de livraison a été mis en place dans la ferme pour toute personne désirant prendre les plants.

**2<sup>eme</sup> étape :** La catégorie concernant les institutions publiques, privé.

Les Associations et coopératives seront munis d'un bon de livraison signé par le Directeur de l'Agriculture et de Forêts pour une gestion efficace et efficiente dans un souci de traçabilité lors de la distribution des plants.

**Tableau 4 :** Récapitulatif de distributions des plants

<b>Désignation</b>	<b>Damerjog</b>	<b>Ambouli</b>	<b>Total</b>
Production totale des plants	148 800	25 000	173 800



**Photo 8.9.10.11 : Distribution des Plants**

Nous avons effectué un inventaire des plants, le résultat est résumé dans le tableau ci-dessous

### **Tableau 5 : Récapitulatif de plants disponibles**

<b>Désignation</b>	<b>Damerjog</b>	<b>Ambouli</b>	<b>Total</b>
tous plants confondus	48 500	30 000	78 500

Après la distribution, les plants disponibles dans les deux sites étaient de 78 500 plants.

### **Appui technique aux agro-éleveurs**

Dans les cadres des renforcements des capacités techniques, la SDSA en collaboration avec l'Organisation des Nations Unis pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a signé un protocole d'entente le 30 septembre 2021 pour fournir une assistance technique pour la construction 15 tunnels serres dans les périmètres agropastoraux des démonstrations (PADs).

### **Construction des serres**

Conformément au protocole d'entente, la SDSA a diligenté une équipe technique pour construire 7 serres avec la participation financière de la FAO. Nous résumons dans ce paragraphe les différentes étapes de la construction de tunnels.

- Choix de l'emplacement,
- Préparation de terrain pour l'implantation de la serre,
- Assemblage et constitution de tunnels serre,
- Montage de la serre.



**Photo 12 et 13 : Assemblage des matériels et équipement de tunnel**

### **Tableau 6 : Nombre de serres par site**

<b>Sites</b>	<b>Quantité des tunnels serres</b>	<b>Résultat</b>
Damerjog	2	7 serres ont été construites

Douda	1
Doudoubalaleh	2
Abaitou	2
As Eyela	1

**Photos: 14,15,16,17 et 18: État des serres**

Region/site	Photos
ARTA	
PAD d'Attar	
PAD de Douda	

Dikhil



PAD d'Abaitou



PAD As Eyla

Ali Sabieh



PAD de Doudoubalaleh

## **Formation:**

Dans le cadre du projet Rising DJIBOUTI N°125202, le Ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de l'Elevage, de la Pêche et de Ressource Halieutique représentée par la Société Djiboutienne de la sécurité alimentaire (SDSA) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont signé un protocole d'entente.

L'objet du protocole d'entente était d'apporter une assistance technique aux coopératives agropastorales. A cet effet, le MAEPE-RH et le PNUD ont choisi trois préfectures de l'intérieur pour lancer l'assistance technique et ont porté leur choix sur :

- La fourniture des intrants agricoles de base,
- La formation,

Par ailleurs, le non maitrise des techniques de productions et l'acquisition des intrants de qualités constituent une des barrières aux développements de la filière agricole dans notre pays.

C'est dans cette optique qu'une session de formation a été lancée du 22 Novembre 2021 au 20 Décembre 2021 sur « la bonne pratique de production en culture maraichère ». Elle s'est déroulée dans les préfectures : d'Arta (site Douda, Damerjog), Ali-Sabieh (site Assamo, Doudoubalaleh, Ali-Adde) et Dikhil (site As Eyla) qui regroupent au total 400 participants.

Durant le parcours, la formation a été honorée par la présence des hautes personnalités :

- L'ambassadeur résident des États Unis à Djibouti,
- Le sous-préfets des régions d'Ali Sabieh et Dikhil,
- La représentante résidente du Programme des Nation Unies pour le développement (PNUD),
- L'Adjoint du Représentant du PNUD,
- Les représentants Word végétales,

La formation a été menée par les experts du MAEPE-RH appuyé par des consultants externes.

### ➤ **Résultats de la formation :**

Nous avons constaté que la participation des femmes est beaucoup plus important que les hommes.

Les résultats en termes de produits sont résumés dans les tableaux suivants :

**Tableau 7 : Nombre et pourcentage des participants par site**

Date	Lieu	Nbre Homme	% de participant Homme	Nbre femme	% de participant Femme	Nbre total
20/ au 25/12/2021	Damerjog	20	36	35	64	55
20/ au 25/12/2021	Douda	48	56	38	44	86
01/ au 06/12/2021	Assamo	25	39	39	61	64
01/ au 06/12/2021	Ali Addé	5	25	15	75	20

07/ au 11/12/2021	Doudoubalaleh	12	41	17	59	29
13 au 20/12/2021	ASYELA	75	51	70	49	145
<b>Total</b>		<b>185</b>		<b>214</b>		<b>399</b>



**Photos : 19 et 20 Préparation de la planche pour la pépinière et entretien de des cultures**



**Photos 21 et 22 : Distributions des intrants et outils agricoles**

**Préparation le lit de plantation**

**Démonstration de goutte à goutte**

Les coopératives des préfectures d'ARTA et ALI Sabieh ont bénéficié des outils fournis par le PNUD dans le cadre de lancement Rising DJIBOUTI N°125202.

**Tableau 8 : Distributions des intrants et outils agricoles**

Désignation	Arta	Ali Sabieh
nombre des bénéficiaires	80	110



Photos: 23 et 24 Outils agricoles

### Conclusion et perspectives

**Tableau 9 : Récapitulatif du nombre de plants produits**

Espèces	Nombres des plants produits	nombre des plants perdus	Nombre de plants distribués	Nombre de plants disponibles
conocarpus	35 000	8 000	20 000	7 000
ziziphis	8000	1500	6000	500
tamarinier	8000	2000	6000	0
Flamboyant	15 000	7000	8 000	0
Terminalia brown	10 000	3000	7 000	0
Albizia ou acacia de Constantinople	18 000	7500	10 500	0
Faux poivrier (shinus molle)	23 000	12 500	10 500	0
Faut neem (Melia azedrach ou liliac de perse)	10 000	3000	7000	0
Cassias de siema	7000	1500	3500	2000
Thevecia :	18 000	7200	9800	1000
Ficus	25 000	4500	10 000	10 500
Dobera glabra	6000	1000	3 000	2000
Moringua	20 000	5000	10 000	5000
Leucena	40 000	7 000	13 000	20 000

Vernis de japon	35 000	6 000	10 000	19 000
Neem	27 000	3000	21 000	3 000
Palmier doum	10 000	2500	5000	2500
pithecelobium dulce	9000	1500	7000	500
Badamier	6000	2000	3500	500
Acacia	15 000	7000	3000	5 000
<b>Total</b>	<b>345 000</b>	<b>92 700</b>	<b>173 800</b>	<b>78 500</b>

Dans l'ensemble toutes les activités ont été réussies malgré le retard d'approvisionnements en semences. En total 645 000 sachets dont 345 000 ont été semés en 2021 et 300 000 sachets ont été procédés du 15 février au 25 février 2022. Les taux de réalisation de productions par rapport au résultat attendu est de 64,5%.

Dans le cadre de l'accompagnement, des séances de formations pratiques et 7 serres ont été réalisées dans les PADs pour les agro éleveurs des régions d'Arta, Ali Sabieh, Dikhil.

Toutefois, il reste 7 serres de 300 m<sup>2</sup> à construire dans le 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2022 et 355 000 plants à produire respectivement 175 000 plants à Ambouli et 180 000 plants à Damerjog sur le 6 mois avenir et se dérouleront comme suit.

#### **Tableau 10: Production des plants prévisionnel**

<b>Mois</b>	<b>Damerjog</b>	<b>Ambouli</b>
Mars	60 000	60 000
Avril	60 000	60 000
Mai	60 000	55 000
<b>Total</b>	<b>180 000</b>	<b>175 000</b>

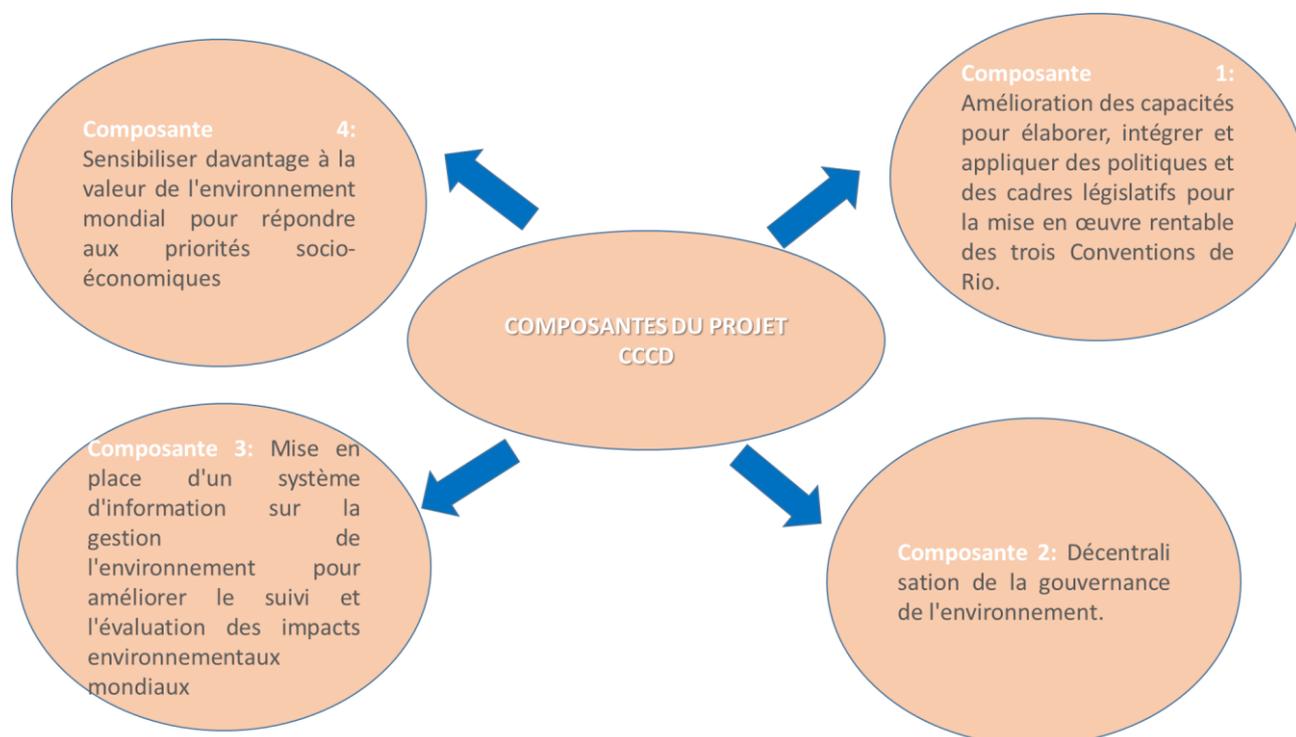
#### **3.1.3 Développement et Gestion appropriée pour la durabilité et l'accès**

Aucune activité n'a été réalisé pendant la période couverte par le rapport

#### **3.1.4 Gestion Environnemental et Biodiversité**

### **Projet de Renforcement des capacités nationales pour améliorer la prise des décisions et l'intégration des obligations environnementales mondiales**

Le projet vise à renforcer les capacités nationales afin d'intégrer dans les planifications nationales et locales les obligations des trois Conventions de Rio: UNCCD (1997), UNCBD (1996) et UNFCCC(1995):



### Projet Hanlé

<b>Nom du projet</b>	Mise en œuvre des technologies d'adaptation dans les écosystèmes fragiles des plaines centrales de Djibouti
<b>Objectives stratégiques</b>	Adaptation au changement climatique
<b>Portée géographique</b>	National
<b>Sites pilotes du projet</b>	Zone côtière de Tadjourah et la plaine de Hanlé
<b>Organisme d'exécution du projet</b>	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) – Direction de l'Environnement et Développement Durable (DEDD)

**Organisme de mise œuvre du projet** Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)

**Durée du projet** 72- mois

**Cout du projet** 7 360 000 US\$

**Bailleur de fonds** Fond pour l'Environnement Mondiale (FEM)

A Tadjourah (Raysali)

**Atelier de formation sur les techniques de restauration et la gestion durable des mangroves.** L'objectif de l'atelier est d'offrir une formation pratique sur les techniques de restauration et la gestion durable des ressources de mangroves. En vue de cela, étaient visés des participants capables de restituer la formation dans les sites choisis afin de procéder concrètement aux travaux de reboisement de la mangrove.

4 hectares de mangrove ont été reboisés, et actuellement les plantes sont bien adaptées aux conditions climatiques.

Dikhil (Hanlé 1 et 2)

Finalisation des travaux d'extension de la pépinière de Koudi-Koma.

Finalisation la clôture du deuxième périmètre de reboisement de 5hectares à Koudi-Koma afin d'éviter l'introduction des bétails à l'intérieur. Finalisation de la plantation dans le premier périmètre de 5h et lancement de la plantation dans le second périmètre de reboisement de 5hectares. Entre avril et octobre, deux hectares ont été reboisé dans les périmètres de reboisement de Koudi-Koma.

Il est noté que ces plantes serviront à moyen terme de brise-vent afin de protéger les récoltes contre les vents forts de Hanlé et contribuent également à la protection de la biodiversité et l'absorption des CO<sub>2</sub> atmosphériques.

-Plantation de 500 arbres à Obock dans le cadre du programme ADIL financé par l'Union Européenne, les bénéficiaires sont les habitants de la ville d'Obock, près de 15 000 habitants

### **3.1.5 Accès garanti à des sources d'énergie abordables, fiables, durables et renouvelables**

#### **Etat d'avancement des projets de résilience - Secteur Energie- Djibouti**

Tableau résumant les principaux projets Énergie en cours.

Nom du projet	Agence de financement	Activités réalisées	Impact sur la population	Nombre des bénéficiaires	Avancement (%)
Projet d'Électrification Durable (PED)	Banque Mondiale	- Etude faisabilité finalisé - DAO Phase I finalisé : Création et Extension des réseaux à Djibouti ville  -DAO Phase II finalisé : Création et Extension des réseaux dans les régions (ARTA , ALI-SABIEH, Dikhil, Tadjourah et Obock)  -Acquisition des équipements pour les phases I & II	Amélioration de l'accès à l'électricité	3000 foyers en zone périurbaine raccordés au réseau électrique	<b>100 %</b>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>-Etudes dans les régions réactualisées</li> <li>- Réalisation des travaux Phases I &amp; II</li> </ul>			
Projet d'Extension de la mini-centrale Solaire Ali Addeh	Banque Mondiale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Etude de faisabilité finalisée ;</li> <li>- Elaboration du DAO et appel d'Offre ;</li> <li>- Recrutement de la société de construction en cours.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de l'accès à l'électricité ;</li> <li>- Production de 187 kW d'énergie solaire</li> </ul>	3 700 habitants (population autochtone) et 15 759 réfugiés	<b>50 %</b>
Projet parc éolien Goubet 60MW	Africa Finance Cooperation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Travaux de construction du parc éolien finalisés ;</li> <li>- Travaux de construction de la ligne d'interconnexion Jaban'As – Goubet finalisés ;</li> <li>- Travaux de construction des postes de transformateurs en cours en de finalisation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de l'accès à l'électricité ;</li> <li>- Production de 60MW d'énergie éolienne</li> </ul>	L'ensemble de la population de la ville de Djibouti et celle des régions connectées au réseau	<b>90 %</b>
Projet de construction d'unité solaire de dessalement d'eau d'une capacité de 100 000 L à Goubhet		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identification du site d'installation d'une unité de dessalement de l'eau de mer,</li> <li>- Acquisition des autorisations administratives en cours.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de l'accès à l'eau ;</li> <li>- Fourniture de 100 000 L d'eau potable</li> </ul>	100 - 200 ménages de la région de Lac Assal - Goubhet	<b>40 %</b>
Projet mini-centrale Solaire PV (photovoltaïque) du village Moumina 1	PNUD	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Signature d'un MOU avec le DEDD ;</li> <li>- DAO et appel d'Offre ;</li> <li>- Recrutement d'une Société de construction ;</li> <li>- Travaux de construction de la mini-centrale en cours.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de l'accès à l'électricité ;</li> <li>- Production de 60 kW d'énergie solaire</li> </ul>	100 ménages seront électrifiés	<b>70%</b>
Projet mini-centrale Solaire PV (photovoltaïque) du village d'Assamo	MERN	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Arrêté pour le terrain ;</li> <li>- Elaboration du Dossier d'Appel d'Offres &amp; lancement Appel Offres ;</li> <li>- Recrutement d'une société pour la construction de la mini-centrale.</li> <li>- Travaux de construction de la mini-centrale solaire PV en cours.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de l'accès à l'électricité ;</li> <li>- Production de 120 kW d'énergie solaire.</li> </ul>	350 ménages seront électrifiés	<b>45 %</b>

Projet mini-centrale Solaire PV (photovoltaïque) du village de Goubetto	MERN	- Arrêté pour le terrain ; - Elaboration du Dossier d'Appel d'Offres & lancement Appel Offres ; - Recrutement d'une société pour la construction de la mini-centrale. - Travaux de construction de la mini-centrale solaire PV en cours.	- Amélioration de l'accès à l'électricité ;  - Production de 40 kW d'énergie solaire	650 ménages seront électrifiés	<b>80%</b>
---	------	---	--	--------------------------------	------------

### 3.1.6 Gouvernance Foncière

Aucune activité n'a été réalisé pendant la période couverte par le rapport.

## 3.2 PIA 2: Accès aux marchés, au commerce et aux services Financiers

### 3.2.1 Développement des Marche et Transport

Aucune information trouvée ??

### 3.2.2 Assurer la mobilité de l'élevage et commerce transfrontalières

Aucune activité n'a été réalisé pendant la période couverte par le rapport.

### 3.2.3 Access à des services financiers sécurisé et abordable

Aucune information trouvée ??

### 3.2.4. Renforcement régional et commerce transfrontalière

Aucune activité n'a été réalisé pendant la période couverte par le rapport.

## 3.3 PIA 3: Amélioration de Production et Diversification de mode de vie

### 3.3.1 Production et Productivité animale

#### Amélioration de l'élevage :

- ✓ Acquisition des chèvres locales pour repeuplement
- ✓ Activités du Laboratoire de Diagnostic des maladies

Le Laboratoire de diagnostic des maladies joue un rôle important au niveau national, dans la surveillance des maladies animales et la supervision du laboratoire du centre de quarantaine de Damerjog. Les résultats des analyses pour 2021 sont résumés ci-dessous :

**Tableau : Analyse du Laboratoire de Diagnostic des maladies animales**

Espèces	Maladies	Nombre des échantillons	Test utilisé	Positifs	Négatives	remarques
Bovins, ovins, caprins, camelins	Brucellose	1833	RBT	16	1817	
Volailles	GA	15	Test rapide	0	15	
Petits ruminants, camelins	PPR	2016	ELISA	388	1628	
Petits ruminants, camelins	RVF	1800	ELISA	0	1800	
Petits ruminants	CCPP	1696	ELISA	28	1668	
Bovins, ovins, caprins	Parasitologie	32	Sédimentation Flottation	4	28	
	<b>Total</b>	<b>7392</b>		<b>436</b>	<b>6956</b>	

### 3.3.2 Production and Productivité des cultures

La Direction de l'Agriculture et du Forêt a réalisé les activités ci-dessous :

- L'Encadrement/Suivi et Formation des agriculteurs (Vulgarisation Continue des Cultures fourragères pour renforcer l'association agriculture/élevage par la plantation des espèces fourragères (espèces graminées et d'arbres et arbustes à Vocation fourragère et de haie brise-vent).
- La mise à disposition aux agriculteurs d'intrants agricoles (semences maraichères, fourragère, etc.)
- Distribution de kits d'outillage et de motopompes pour les agriculteurs.
- Réception de 40 000 plants venus de l'Éthiopie.
- Distribution des plants d'ombrages aux 5 régions et les communes de la capitale.
- Mise à la disposition des tricycles citernes aux 5 régions de l'intérieur ainsi que de la Mairie pour l'entretien des arbres plantés dans les artères.
- Production de 700 000 plants à usage multiple dans deux (2) pépinières étatiques (Ambouli et Attar).
- Formation des membres des conseils de quartier de la ville de Djibouti sur la plantation et l'entretien des plants en collaboration avec la Mairie de Djibouti.
- Entretien et plantation des arbres sur les principales artères de la Capitale pour améliorer l'environnement urbain et périurbain.
- Participation au suivi de la pollinisation, entretien et récolte du palmier dattier : formation et encadrement des agriculteurs en techniques de pollinisation et d'entretien du palmier dattier.
- Formations des agents de la DAF et des sous-directions sur les méthodologies de prospections et de lutte antiacridienne.
- Réception de l'aéronef pour la lutte contre le criquet.

## PROJET HANLE

### Composante 2 : Réhabilitation des écosystèmes, rétablissement et résistance

#### **a. Activité de restauration d'Acacia à Hanlé**

- **Pépinière d'acacia**

Une pépinière d'acacia des capacités de production de 6 000 plants est construite et finalisée en avril 2021. Les activités de la pépinière sont mises en place des sachets plastiques remplis de terre végétale et semés par le pépiniériste et son adjoint. Les espèces semées sont des espèces endogènes en majorité des espèces d'acacia, la liste des espèces est la suivante.

1. *Acacia nilotica*

3. *Acacia Tortilis*

5. *Acacia seyal*

2. *Acacia Asak*

4. *Acacia flava*

6. *Acacia senegal*

7. *Acacia melifera*

8. *Salvadora persica*

9. *Moringa perigrina*

10. *Dobera glabra*

11. *Moringa olefera*

12. *Azadiracta indica*



Photo : la mise en place de la pépinière

Le projet a également mis en place une pépinière à Lilya-bouri afin de multiplier le reboisement et atteindre le cible de 15 ha de reboisement. Ce dernière est construite et finalisé en juillet dernier. Les activités ont démarré suite au recrutement d'un pépiniériste sous la supervision de consultant chargé de reboisement.

La pépinière d'une superficie de 120 m<sup>2</sup> à une capacité de produire de 3 000 plants deux fois dans l'année.

Lors de démarrage, les sachets polyéthylène ou sacs pépinières sont remplis par de terre végétal, aligné par groupe de rangé de 100. Ensuite le semis des graines des acacias sont effectuée.



Photos : pépinière de Lilya-bouri

- Site de reboisement à Lilya-bouri

Nous avons initié le reboisement à Kouidi-koma, actuellement le projet essaie d'étendre le reboisement d'acacia au-delà de Kouidi-koma, ici à Lilya-bouri, nous construisons un périmètre de 5ha de reboisement à l'Est du périmètre agricole existant. Cette dernière permettra la protection contre l'ensablement et le vent

pour le périmètre agricole ainsi va contribuer la cible de reboisement et des régénérations des espèces endogène. La multiplication de couverture végétale dans la plaine de Hanlé.



Photo : grillage et adduction de périmètre de reboisement à Lilya-bouri.

- **reboisement d'acacias**

Le site de reboisement est situé à côté de l'est du périmètre agropastoral de Kouidi-koma, le site de reboisement est choisi comme endroit, pour la protection de périmètre contre le vent est l'ensablement.

En janvier 2021, environ 1000 plants sont replanté sur le second périmètre de 5ha de reboisement à Kouidi-koma.



Photo : le site de reboisement

A Lilya-bouri (Hanlé 2), nous allons construire un périmètre de 5ha pour le reboisement, deux entreprises recrutées, une pour la pose de grillage galvanisé et l'autre pour l'adduction secondaire dans le périmètre. Ces activités vont bientôt démarrer.

#### **b. Activités de restauration de la mangrove dans la région de Tadjourah**

L'activité de mangroves est composée de la pépinière et de site des replantations.

##### **o Pépinière de la mangrove**

Une pépinière de mangrove capacités de production de 5 000 plants est mise en place à Raysali (Tadjourah), ce pépinière produit deux fois dans l'année les plants a stade des replantations. L'espèce semée est les palétuviers.



Collecte et traitement des graines de mangrove, et



Photos : semis et plants de mangrove,

- **Le site de reboisement**

Le site de reboisement de Raysali contient près de 4 ha dont les plants sont en grande partie grandis et d'autre prend petit à petit la hauteur en fonction de l'année, comme la mangrove a une croissance lente.



Photo : Mangrove de Raysali

Samedi 05 Juin 2021, le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable Son Excellence Monsieur Mohamed Moussa Abdoukader Helem, à la tête d'une importante délégation composée du préfet de la région de Tadjourah, du président du conseil régional de Tadjourah, des députés de la région, du représentants du PNUD, des chefs coutumiers et des hauts cadres du ministère, à célébrer la journée mondiale de l'environnement et une visite sur l'état d'avancement et plantation de mangrove dans le cadre du projet.

### **Composante 3 : Des moyens de subsistance durables et résistants**

#### **○ Agriculture**

Les activités des périmètres agropastoraux de Hanlé sont encore les seules qui sont fonctionnels il s'agit en l'occurrence des périmètres de Koudi-koma et celui de Lilya bouri, et ceux de Tadjourah sont en cours de commencement il s'agit de Kalaf, Adbouya, sourate. Darkenlé le périmètre est en cours de construction. Des protections contre le leucena réussissent petit à petit sur les parcelles afin de protégé la culture.



Photos : fourrage dans le périmètre A Hanlé

- Formation & sensibilisation sur la bonne pratique de parcelles

Cette formation s'inscrit dans le cadre de renforcement des bénéficiaires du périmètre dans la gestion de l'ensablement et constitution d'une haie vive antiérosive capable d'endiguer sur le long terme les dégâts dus aux dunes mouvantes sur le périmètre. Cette formation consiste à former d'abord les bénéficiaires sur la préparation du sol notamment le traçage et marquage de la ligne à planter, ensuite la technique de trouais on c'est-à-dire la réalisation des tranchés devant abriter les plants et enfin la plantation proprement dite.





Photo : la mise en place de palmiers comme brise vent à Lilya-bouri

Les activités des périmètres agricoles dans le région de Tadjourah débute par la formations, se déroulé d'abord sur Ad-bouya puis à Kalaf, une rencontre tenue avec les communautés bénéficiaires, sur l'explication et l'initiation de l'agriculture, a Ad-bouya il fait 16 bénéficiaire au total sur 2ha et à Kalaf 60 bénéficiaires sur 10ha. Après la formation des critères de la gestion des parcelles, il y a eu d'abord la parcellisation du périmètre pour Ad-bouya et la distribution de kits agricoles pour le démarrage de la préparation de terre afin d'initier les différentes cultures.



Photos : Formations sur la gestion des parcelles & parcellisation à Ad-bouya.

Initiation de la culture de la protection et d'ombrage à Adbouya, il s'agit de leцена .



Photo : parcelle exploitée au périmètre de Kalaf



Photo ; récolte de pastèque à Adbouya.

### **3.3.3 Développement de Ressources Halieutique et Apiculture**

#### **BILAN DES ACTIVITES DE LA DIRECTION DE LA PECHE**

Collecte des données statistiques

Dans une perspective d'améliorations des données statistiques, la Direction de la Pêche en partenariat avec la FAO a mis en place le 12 Août 2019, une base des données modernes utilisée dans le monde entier et qui se dénomme « OPEN ARTFISH ».

Le système de collecte de données se base sur un échantillonnage aléatoire stratifié. Deux strates sont conçues à savoir une strate pour le port Djibouti qui est le principal site du pays, tandis qu'une deuxième strate se compose des trois autres sites de débarquement (Tadjourah, Obock et Loyada). La méthodologie de l'échantillonnage est aussi fondée sur quatre unités de pêche homogènes qui combinent deux engins de pêche (filets et lignes) avec deux catégories d'embarcation (catégories A et B).

L'application installée dans les tablettes comprend le formulaire à remplir. Chaque énumérateur a reçu une tablette pour la collecte des données d'échantillonnage.

Une fois reçue, le superviseur s'assure de la qualité des données primaires, vérifie les valeurs aberrantes et prend des actions correctives si nécessaire.

Le logiciel génère des estimations de capture et leurs valeurs par espèces ou groupe d'espèces sur la base des échantillonnages des débarquements et des prix du poisson/kg. Les données sont produites par mois, par an, par strate (ou port), et par unité de pêche.

#### **Déploiement des enquêteurs de la DP**

L'équipe des énumérateurs comprend 8 agents, dont 5 basés au port de Djibouti, un énumérateur basé à Obock, un autre récemment affecté à Tadjourah, et un autre à Loyada. La collecte des données est effectuée quotidiennement durant 5 jours par semaine à partir de 6 heures du matin.

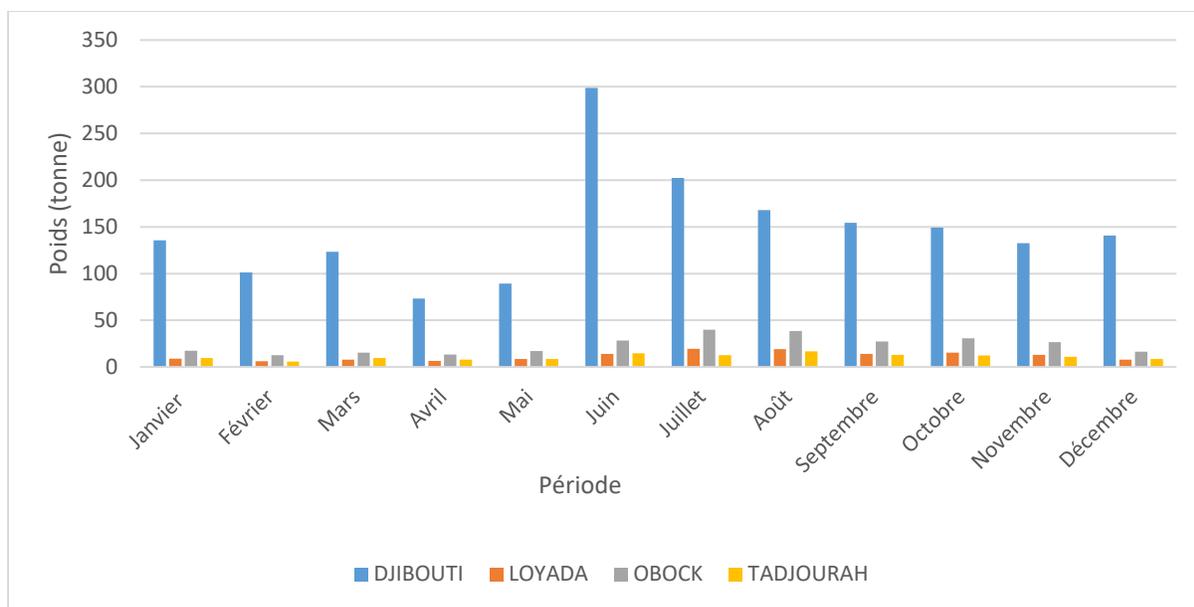
#### **Estimation des captures totales en Poids (tonne) et en valeur (FDJ) dans les différents sites de débarquements**

Le secteur de la pêche a enregistré en 2021 de captures débarquées de 3096 tonnes pour une valeur commerciale estimée de 1 430 696 000 FDJ. (Tableau 1). 82% de ces captures sont débarquées au Port de Pêche, 8% à Obock et environ 5% dans les deux autres sites de débarquements (Loyada et Tadjourah).

#### **Tableau: Captures totales en Poids (tonne) en valeurs dans les différents sites de débarquements**

Site de débarquement	Poids (Tonne)	Valeur (FDJ)
DJIBOUTI	2529.1	1 237 909 000
LOYADA	162.9	56 768 000
OBOCK	233.3	81 094 000
TADJOURAH	163.6	54 925 000
Total	3088.9	1 430 696 000

**Source: DP, 2021**



**Fig.3 :** Evolution mensuelle de la production par site de débarquement

### Estimation des captures totales en poids (tonne) et en valeur (FDJ) par groupe d'espèces et par an

L'analyse des données statistiques des captures sur OPENARTFISH a permis d'identifier 33 espèces capturées dans les eaux djiboutiennes au cours de l'année 2021. Il en ressort de cette analyse que les espèces les plus pêchées à Djibouti sont le Thon mignon, le Sauter taleng et le Carangue lentigine qui représentent respectivement (16%), (9%) et (7%) des captures totales des espèces débarquées à Djibouti, suivies de Carangue vorace (6%). Voir (Figure 3).

Du point de vue économique, en termes de chiffre d'affaire annuel, nous pouvons déduire trois catégories de valeur marchande pour les poissons :

La première, celle dont la valeur dépasse les 150 Millions de Franc Djiboutien celle-ci englobe le Thazard et le thon mignon ;

La seconde, comprise entre 70 et 100 millions de FD, représentée par les espèces : Sauter taleng, Carangue Lentigine, Carangue vorace et Barracudas etc ;

La troisième comprise entre 20 et 70 millions de FD, représentée par les espèces : Thonine, Grand barracuda et Empereur mahsena etc ;

La troisième, inférieure à 20 Millions de FD qui regroupent les vivaneaux de mangrove ; Mérrou, Espadon et Carangue têtue, etc (Tableau 2).

**Tableau: Captures totales par groupes d'espèces en poids (tonne) et en valeur (FDJ)**

N°)	Année	2021	
	Espèces	Poids (tonne)	valeurs (FDJ)
1	Thon mignon/Zeinub	483.9	179525

2	Sauteur taleng/ Hilf/Dourab	274.6	93756
3	Carangue lentigine/ Bayad	214.5	98017
4	Thazard Derak	192.4	199751
5	Carangue vorace/Houdar	188.5	89021
6	Thonine orientale/Cherwa/Kawakawa	188.3	61634
7	Chinchards, carangues, carangidés nca	184.2	80842
8	Barracuda Jello/Noir	179.2	83613
9	Grand Barracuda/Blanc	119.9	55853
10	Dorade autres	113.1	57621
11	Empereur mahsena/Dorade/Mahsena	101.9	53565
12	Mulet/Arabi	88.4	43740
13	Antak/Colas Dentu	79.9	41560
14	Autres merous	78	40511
15	Espadons, Makaires,marlins,voiliers nca	60.7	16479
16	Mafou-Sakla	51.3	27532
17	Bohar	48.1	26680
18	Poisson chat	46.5	15007
19	Seriote/dermella	40.5	17027
20	Carangue tetue/Gorun	36.2	14840
21	Merou areole	35.7	20299
22	Vivaneau des mangroves/Sifane	33.5	15053
23	Poissons marins nca	33.5	16272
24	Barracudas	25.4	8872
25	Merou/Koshar	25.2	12363
26	Sole autres	19.1	7408
27	Autres Lutjanidae/Vivaneaux	13.1	7256
28	Thons Thunnus nca	8.1	2917
29	Ceinture/Abessa	5.9	1267
30	Albacore	3.3	707
31	Merou/Khol khol	3.3	2023
32	Requins	111.1	37259

33	Langouste	1.6	2426
	<b>Total</b>	3088.9	1430696

Source: DP, 2021

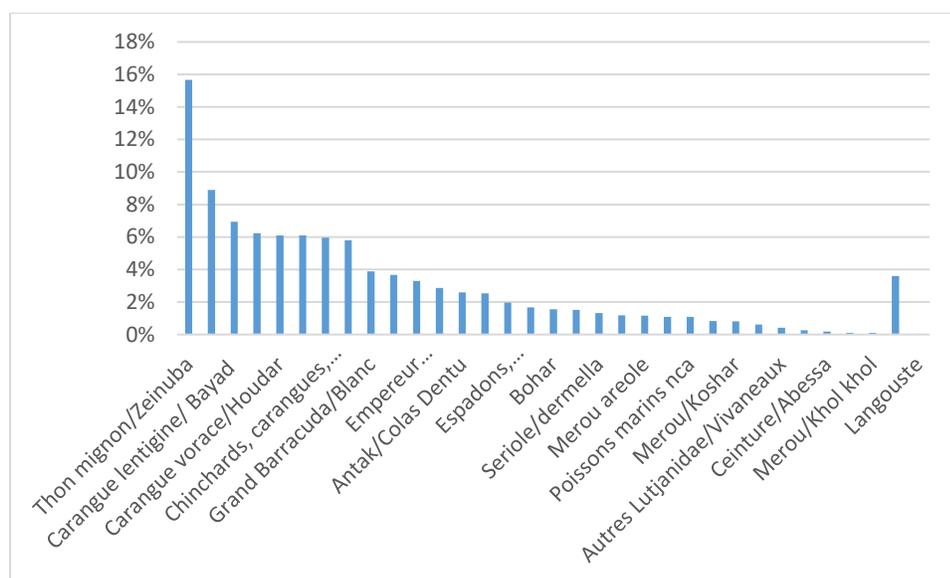


Fig.: Pourcentage des espèces débarquées par rapports aux captures totales

### 3.6.2.5 Estimation des CPUE en kg/jour et par catégorie d'embarcation

L'analyse des données en utilisant OPENARTFISH a montré que la production des embarcations de catégorie A représenté environ 12.6% des captures totales tandis que l'effort de pêche journalier de la même catégorie est beaucoup plus important. L'effort de pêche journalier pour un bateau de catégorie A est de 246 kg. Il est supérieur l'effort de pêche des embarcations de catégorie B.

**Tableau:** CPUE par catégorie d'embarcation

Catégorie	CPUE (kg/jour)	Capture (tonne)
CatA	246	389.8
CatB	155.01	2699.1
<b>Total</b>	401.01	3088.9

Source: DP, 2021

### 3.6.2.6 Estimation de la CPUE en kg/ jour et par unité de pêche.

Le résultat de l'analyse démontre que les lignes utilisées à bord des embarcations de catégorie B (CatB Ligne) sont les plus grands contributeurs à la capture totale (environ à 48% de captures). Alors que les embarcations de catégorie A Filet détiennent la plus grande valeur de capture par unité d'effort.

**Tableau :** CPUE en KG/jour par catégories d'embarcations et par unité de pêche

Unité de pêche	CPUE (kg/jour)	Capture (tonne)
CatA Filet	123.68	199
CatA Ligne	122.32	190.8
CatB Filet	83.8	1218.5
CatB Ligne	71.21	1480.6
Total	401.01	3088.9

Source: DP, 2021

### 3.3.4 Diversification de Revenu

#### Formation des agro-éleveurs

##### Formation des agro éleveurs à la production, transformation et commercialisation

En accord avec le nouveau Plan de passation des marchés approuvé par la KfW, cette activité sera réalisée par la Direction de l'Agriculture du MAEPE-RH. En effet, cet arrangement est préférable par rapport à d'autres hypothèses soit du point financier que technique, étant donné que le Ministère, à travers les Sous-directions régionales, peut assurer une présence de terrain durable pour les services d'assistance-conseil. La lettre d'invitation et les termes de références ont été envoyés au Directeur de l'Agriculture, qui par la suite désignera le personnel technique en charge de l'activité.

#### 1. Composante 3 - Amélioration du cadre de vie et des revenus

Selon le nouveau plan budgétaire, la Composante 3 est articulée en trois sous-composantes, à savoir la Sensibilisation des bénéficiaires, les Activités génératrices de revenus et l'Approche financière participatif.

#### Sensibilisation des bénéficiaires

##### Campagne de sensibilisation des populations (50% de femmes) sur les thèmes: genre, hygiène, VIH-SIDA, nutrition, MGF, changement climatique.

Après l'approbation par la KfW de l'avenant au contrat de D-Consulting, de séances d'information et de sensibilisation sur plusieurs thèmes du cadre environnemental et social, tels que genre, hygiène, prévention des maladies transmissibles, nutrition et changement climatique, ont eu lieu dans les villages à partir du 10 Aout. Cette campagne de sensibilisation sera complétée à la fin du mois de Septembre.

#### Activités génératrices de revenus

##### Appui aux activités génératrices de revenus

Les groupes AGR ciblés sont 13, dont 7 sont des associations de femmes et 4 associations de jeunes, qui avaient été retenus sur la base des estimations des possibles chiffres d'affaires. La plupart des AGR sont situés à Yoboki et à As-Eyla, c'est-à-dire dans les sites plus urbanisés, qui offrent donc majeures opportunités commerciales. Toutefois, d'autres AGR pourraient s'ajouter par la suite, en particulier groupes féminins pour la transformation des produits agricoles et la commercialisation de viande et lait.

Le Projet fournira aux AGR ciblés des matériels et des services demandés par les groupes bénéficiaires et considérés appropriés par la CEP sur proposition de D-Consulting. Ces matériels seront achetés soit par des procédures de passation de marché, lors que leur coût dépasse le seuil établi pour l'attribution directe, soit par de contrats tripartites avec les groupes bénéficiaires et les fournisseurs choisis par les mêmes groupes, en accord avec les principes de l'approche financier participatif.

Le tableau suivant donne un aperçu des activités AGR dans les différents sites d'intervention du Project, et de la valeur de l'appui du projet pour chaque groupe (le détail des matériels et services pourvus aux groupes AGR).

Site	Groupe Bénéficiaire	Secteur	Cout des matériels (DJF)		
			Contrat tripartite	Passation de marché	Total
Agna	Comité villageois	Charbon de Prosopis	200.000	1.021.290	1.221.290
Agna	Association des femmes	Artisanat	1.450.000	750.000	2.200.000
As-Eyla	Coopérative Gobaad	Agriculture		699.560	699.560
As-Eyla	Association de développement	Menuiserie	88.500	1.114.352	1.202.852
As-Eyla	Association des femmes	Artisanat	650.000	4.300.000	4.950.000
Daoudoya	Association des femmes	Artisanat	850.000	750.000	1.600.000
Sankal	Association des femmes	Artisanat	650.000		650.000
Yoboki	Association jeunes du Sud	Charbon de Prosopis	200.000	4.621.290	4.821.290
Yoboki	Association des femmes	Services informatiques	68.000	5.890.000	5.958.000
Yoboki	Association des femmes	Restaurant	460.000	1.650.000	2.110.000
Yoboki	Association des femmes	Artisanat	950.000	900.000	1.850.000
Yoboki	Association jeunes	Agriculture	1.300.000	150.000	1.450.000
Yoboki	Association jeunes	Garage mécanique	150.000	5.833.377	5.983.377
<b>Totaux</b>			<b>7.016.500</b>	<b>27.679.869</b>	<b>34.696.369</b>

A présent, la passation des marchés pour l'acquisition des matériels est achevée, à l'exception de l'appel restreint pour l'achat de mobilier et appareillage informatique, qui est en cours de préparation. La livraison des matériels est prévue au mois d'Octobre.

Au moment de la livraison des matériels, les bénéficiaires devront signer un Acte d'engagement qui règle les modalités d'utilisation et conservation des biens. Ce document sera contresigné par huissier et aura validité juridique (le modèle d'Acte d'engagement).

Pendant les mois de Janvier et Février, la CEP avait effectué des visites de terrain dans les sites pour livrer les contrats tripartites aux associations AGR bénéficiaires. A présent, tous les contrats

tripartites ont été signés et complétés par le devis des matériels et des services à fournir préparés et signés par les fournisseurs choisis par les associations.

Ces contrats ont été par la suite contresignés par le Coordinateur du Projet, et au cours du mois de Septembre le comptable de la CEP payera une avance de 50% à chaque fournisseur. Le solde sera payé après que la livraison des marchandises et/ou de l'achèvement des services sera vérifiée par les agents de D-Consulting, qui dresseront pour cela une note de livraison ou achèvement contresignée par l'association AGR bénéficiaire.

#### 302200 - Formation techniques des groupes AGR

La procédure restreinte pour recruter un consultant chargé du programme de formation administrative et comptable pour tous les groupes AGR a été achevée, et la signature du contrat est un cours. La formation aura lieu juste après la livraison des matériels.

Dans le futur, d'autres formations techniques, ciblées sur de thèmes spécifiques, pourront être offertes sur demande des mêmes groupes.

### **Initiatives d'approche financier participatif**

#### Promotion des initiatives d'approche financier participatif

Cette activité a été positionnée dans la troisième Composante du projet, où son importance est majeure ; cependant, elle concerne aussi certains aspects des autres Composantes, comme il a été mentionné dans les chapitres précédents.

Selon le nouveau réarrangement budgétaire, cette activité inclue aussi les voyages d'étude et le renforcement des capacités des bénéficiaires, qui précédemment constituaient une ligne budgétaire séparée.

Une mission d'un expert AFP avait été prévue dans la deuxième moitié du mois de Mai, afin de planifier les futures activités AFP. Cependant, cette mission a été finalement reportée au mois de Novembre, à cause des troubles pré-électorales ainsi que des entraves liées au période de carême. D'ailleurs, les activités de terrain n'avaient pas encore débuté à ce moment-là, ce qui aurait diminué l'efficacité de la mission.

### **Accompagnement des AGR et des initiatives AFP**

Finalisation la mise en œuvre de l'activité artisanal à Dinamali et Ad-BOUYA

### **3.3.5 Productive Filet de Sécurité**

Aucune activité n'a été réalisé pendant la période couverte par le rapport

### **3.3.6. Control des Maladies Transfrontalières et Mesure des Normes SPS**

Dans le cadre de la lutte contre les maladies animales transfrontalières, La Direction de l'Élevage et des Services Vétérinaires a tenu les activités suivantes :

- Tenue de deux ateliers de formation de 3 jours destinés des auxiliaires d'élevage notamment à Ali-Sabieh et obock durant les mois de juillet et aout 2021. Ces ateliers concernaient les neuf prioritaires maladies la république de Djibouti notamment la peste des petits ruminants (PPR), la fièvre de la vallée du Rift (FVR), la fièvre aphteuse (FMD), la pleuropneumonie contagieuse caprine (PPCC),) et de la brucellose des petits ruminants et bovins.
- Tenue d'un atelier de formation en épidémiologie destiné aux cadres régionaux a eu lieu du 11 au 17 Septembre 2021 dans la Région de Dikhil.
- D'autre part, La Direction de l'Élevage et des Services Vétérinaires a entamé durant le mois d'octobre 2021 une véritable campagne de prélèvement d'échantillons de sang à travail tout le pays. Les maladies visées étaient la brucellose, la peste des petits ruminants (PPR), la fièvre de la vallée du Rift (FVR), la pleuropneumonie contagieuse caprine (PPCC). On attend les résultats d'examen des prélèvements qui vont être restitués et présentés très prochainement au cours d'un atelier national de validation de résultats de cette enquête nationale.

**Concernant les Normes Sanitaires et Phytosanitaires (SPS)**, la réunion annuelle 2021 de Nairobi qui regroupe les directeurs des services vétérinaires Africains n'a pas eu lieu cette année pour cause de covid 19. On attend que cette réunion se tienne virtuellement ou en présentielle début second trimestre 2022.

#### - Formation d'agents de santé animale

En accord avec le nouveau Plan de passation des marchés approuvé par la KfW, cette activité sera réalisée par la Direction de l'Élevage du MAEPE-RH. En effet, cet arrangement est préférable par rapport à d'autres hypothèses soit du point financier que technique, étant donné que le Ministère, à travers les Sous-directions régionales, peut assurer une présence de terrain durable pour les services d'assistance-conseil. La lettre d'invitation et les termes de références ont été envoyés au Directeur de l'Élevage, qui par la suite désignera le personnel technique en charge de l'activité.

### **3.4 PIA 4: Gestion des Risques et Catastrophe, préparation et réponse efficace**

#### **3.4.1 Système d'Alerte Rapide et Réponse**

Aucune activité n'a été réalisé pendant la période couverte par le rapport

#### **3.4.2 Planification d'Urgence**

Aucune activité n'a été réalisé pendant la période couverte par le rapport

#### **3.4.3 Réduction de Risques catastrophe (Prévention, Atténuation &, Préparation) et Adaptation du Changement Climatique.**

**Aucune information trouvée**

#### **3.4.4 Cartographie des aléas, des risques et de la vulnérabilité**

Aucune activité n'a été réalisée pendant la période couverte par le rapport

### **3.5 PIA 5: Gestion de Connaissance de recherche et Transfer de technologies**

#### **3.5.1 Soutien au recherche adaptative**

Finalisation des études d'identification et de priorisation des technologies en matière d'atténuation (énergie, transport) et d'adaptation (eau, agriculture-foret et zones côtières) au Changement Climatique

Finalisation l'élaboration de la troisième communication nationale (TCN) sur les changements climatiques et introduction aux changements climatique

#### **3.5.2 Système de conseil et vulgarisation**

Aucune activité n'a été réalisée pendant la période couverte par le rapport

#### **3.5.3 Gestion de connaissance et communication**

- Atelier de formation des associations des régions sur la candidature à l'appel à microprojets du MEDD (150 représentants d'associations formés) ;
- 12 ateliers de sensibilisation/formation ;
- 376 personnes sensibilisées et formées ;
- Finalisation des décrets pour enrichir le Code de l'environnement: la pollution des sols, la coupe du bois et production de charbon, les zones d'extraction autorisées pour le sable et la gestion des déchets ;
- Tournée régionale avec les Okals, les sous-préfets, les préfets, le Conseil régional et les représentations des corps constitués (Gendarmerie, police, militaires). L'équipe de la DEDD (Direction de l'environnement et du développement durable) a pu expliquer à ces personnes les réglementations nationales et identifier des moyens plus efficaces de travailler et de gérer l'environnement au niveau local.
- Forum d'échanges et de concertation sur l'intégration des enjeux environnementaux dans le plan de développement régionaux (PDR)
- 11 ateliers de formation/consultation avec les autorités régionales
- Achat et installation du matériel informatique pour le SIGE
- Réhabilitation d'un local dédié au SIGE au sein du MEDD

- Soumission du livrable 4: Finalisation du design du SIGE l'interface et de l'enregistrement des données
- Atelier de formation et de sensibilisation sur la protection de l'environnement pour les professionnels des médias,
- Atelier de formation et de sensibilisation sur la protection de l'environnement pour les associations locales des régions, 5 régions de l'intérieur
- Atelier de formation et de sensibilisation sur la protection de l'environnement pour les élus et collectivités régionaux, 5 régions de l'intérieur

### **3.5.4 Promouvoir le réseau des ventres nationaux et régionaux de recherche collaborative, appliquée et adaptative sur les terres arides**

Aucune activité n'a été réalisé pendant la période couverte par le rapport

### **3.6 PIA 6: Prévention, Résolution des conflits et construction de la paix**

#### **6.1 Construction de la paix et mécanismes de médiation**

Aucune activité n'a été réalisé pendant la période couverte par le rapport

#### **6.2 Résolution des conflits**

Aucune activité n'a été réalisé pendant la période couverte par le rapport

### **3.7 PIA 7: Renforcement Institutionnel, Coordination et partenariat**

#### **3.7.1 Coordination et Gestion de plateforme**

##### **Comité de pilotage**

##### Réunions du Comité de pilotage

Le troisième Comité de Pilotage a eu lieu le 24 Juin 2021. Les membres présentes ont apprécié l'avancement du projet et le début des activités de terrain, et ils ont approuvé le plan d'action et le plan budgétaire pour l'année 2021-22.

##### Revue à mi-parcours et évaluation finale

Au mois de Janvier, la CEP avait publié un AMI pour le recrutement d'un consultant pour l'évaluation de mi-parcours et finale du projet. Cependant, lors de la mission de suivi à distance de la KfW, il a été remarqué que cette activité n'est pas indispensable, puisque la KfW pourvoit déjà l'évaluation des projets qu'elle finance. La CEP a alors décidé d'annuler la procédure de marché déjà entamée, et d'utiliser les fonds alloués à d'autres activités.

Au cours de la même mission de suivi à distance, la version du cadre logique du Projet qui faisait partie de l'Etude de base a été analysée, mais en considérant que les changements apportés ne sont pas très significatifs, il a été convenu de garder le cadre logique original annexé à la Convention de Financement, afin d'éviter une longue procédure d'approbation impliquant aussi le Ministère des Affaires Etrangères allemand.

La CEP a alors simplement inséré les valeurs de base et les valeurs cibles des indicateurs du cadre logique original, tout en ajoutant d'autres indicateurs qui avaient été suggérés par l'Etude de base. Le cadre d'évaluation ainsi complété a été par la suite discuté et perfectionné en collaboration avec la KfW. La version finale prévoit deux exercices de suivi-évaluation, qui seront mis en œuvre par la CEP en collaboration avec des enquêteurs prestataires, selon le model déjà utilisé par le projet DRSLP.

### Support aux structures CGES

Suite à la mission d'un expert contracté par GOPA, une étude et un plan CGES avaient été approuvés par la KfW en Février 2020, et quelques mois plus tard les communautés d'As-Eyla, Yoboki et Agna ont nommé trois personnes pour former leurs Comités des plaintes, alors que les communautés de Sankal et Daoudoya ont limité à deux personnes les membres de leurs Comités. Les personnes choisies sont souvent réputées et respectées dans leur communauté pour leur intégrité et expérience. Sur un total de treize personnes choisies pour les Comités de plaintes, cinq sont de femmes.

Le Projet a prévu une formation de ces Comités afin qu'ils puissent mettre en œuvre un système efficient de gestion des plaintes. Pour cela, au cours du mois de Mai GOPA a recruté un expert en gestion environnementale et sociale, qui s'est rendu à Djibouti du 18 au 30 juin pour une mission de révision et perfectionnement du cadre environnemental et social du Projet, comprenant aussi 4 jours de formation de formateurs pour le personnel concerné de la CEP et du MAEPE-RH, les coordinateurs et les agents de terrain de D-Consulting, et le **et** en particulier la formation des formateurs a été très participée et appréciée. Le rapport de leader de chaque Comité de plaintes. La mission a achevé avec succès tous ses objectifs.

Les nouveaux formateurs pourront ainsi conduire des activités de sensibilisation et formation au niveau de terrain. Un support aux structures CGES villageoises est aussi prévu, en termes de frais de fonctionnement et communication, articles de bureau et papeterie.

## **3.7.2 Renforcement Institutionnel et renforcement de capacité**

### **Renforcement des capacités**

#### Cours d'Anglais pour le staff de la CEP

L'équipe de la CEP est parfois confrontée à des contraintes linguistiques lors des communications et partage de documents avec les agences internationales, qui souvent utilisent la langue anglaise. Un cours d'Anglais avait donc été offert aux membres de la CEP afin de renforcer leurs connaissances linguistiques. Cependant, la formation a été suspendue pendant plusieurs mois à cause de la pandémie de COVID19. A présent, quatre membres de la CEP ont achevé le niveau C1, et deux membres le niveau C2. La formation reprendra au mois de Septembre.

### Missions de terrain transfrontalières

Une mission transfrontalière avec séminaire à Semera, Ethiopie, avait été prévue en Mars 2020. Cependant, en raison des restrictions sanitaires liées à la pandémie du Covid 19, cette activité a été reprogrammée à une date encore à déterminer.

### Atelier de validation de **la troisième communication nationale (TCN) sur les changements climatiques et introduction aux changements climatique.**

-Formation des Cadres de Coordination Régionales existant dans les 5 régions de l'intérieur, dans le cadre de l'élaboration des PDR (Plans de développement régionaux), activité inscrite dans le programme ADIL financé par l'Union Européenne.

### **3.7.3 Renforce le partenariat**

Aucune activité n'a été réalisé pendant la période couverte par le rapport

### **3.7.4 Mobilisation des Ressources**

Financement additionnel pour le projet PROGRES

**Objectifs du Programme.** L'objectif global du PROGRES est de contribuer à l'amélioration durable des conditions de vie et à la réduction de la pauvreté des communautés rurales dans la zone d'intervention du Programme. L'objectif de développement du Programme est d'améliorer durablement l'accès des ménages ruraux à l'eau et aux ressources locales, et leur résilience au changement climatique.

**Zone d'intervention du Programme et groupe cible.** Le PROGRES intervient dans les régions d'Arta, Dikhil et Tadjourah et couvre au total 13 parcours de transhumance. Les bénéficiaires du PROGRES sont composés par l'ensemble des ménages ayant leur campement d'attache dans les localités situées dans ces parcours et qui vivent dans des conditions extrêmes de précarité et de vulnérabilité aux aléas climatiques. Le nombre de bénéficiaires directs est de 11 075 ménages, soit environ 66 400 personnes, représentant 68% de la population des parcours ciblés.

**Composantes.** Les investissements et activités du Programme sont exécutés dans le cadre de deux composantes techniques, auxquelles s'ajoute une composante de coordination et de suivi-évaluation.

**Composante 1. Aménagements hydrauliques et environnementaux:** L'unité spatiale d'intervention au niveau de cette composante est le parcours de transhumance, géré par les communautés selon des règles traditionnelles bien établies. Cette composante comprend les 3 sous-composantes suivantes: (i) Renforcement des capacités de planification et gestion locales, (ii) Mobilisation des eaux, et (iii) Régénération et densification du couvert végétal.

**Composante 2. Amélioration des revenus et des services en milieu rural:** Cette composante vise à diversifier les revenus des ménages ruraux et à améliorer les conditions d'hygiène, de nutrition et de santé des populations cibles du Programme. Elle comprend les sous-composantes suivantes: (i) Appui à l'amélioration et la diversification des revenus, et (ii) Accès à des services de base essentiels.

<b>Catégorie</b>	<b>Montant \$</b>
Génie Civil	645 000
Équipement et matériel	351 000
Véhicule	62 000
Formation et études	546 000
Assistance technique	100 000
Coûts récurrents	506 660
<b>Total</b>	<b>2 210 660</b>

### **3.7.5 Suivi, Évaluation and Apprentissage**

Aucune activité n'a été réalisé pendant la période couverte par le rapport

### **3.8 PIA 8: Capital Humain, Genre et développement sociale**

#### **3.8.1 Access au santé et Nutrition**

#### **PROJET DRYLAND**

#### **Composante 3: Santé**

- Réhabilitation et extension des postes de santé de Daasbyo et de Khor Angar (construction 2 salles d'accueil, de 2 laboratoires et 2 salles de radiologie et réhabilitation des anciens locaux)



Poste de santé de Daasbyo



Poste de santé de Khor Angar

### 3.8.2 Access à l'Éducation et Formation

#### PROJET DRYLAND

##### 1. Composante 2 : Education

Réhabilitation et extension des écoles de Daasbyo et de Khor Angar (construction de 8 salles de classe, 2 centres multimédia, de 2 logements d'enseignants, de 8 latrines séparées (fille & garçon) et d' 1 clôture et réhabilitation des anciens locaux)



Ecole de Khor Angar



Ecole de Daasbyo

### 3.8.3 Promouvoir l'Égalité de Genre et l'Autonomisation des femmes et inclusion Sociale

Aucune activité n'a été réalisé pendant la période couverte par le rapport

### **3.8.4 Filet de Sécurité Sociale**

Aucune activité n'a été réalisée pendant la période couverte par le rapport

### **3.8.5 Migration, et Déplacement et Inclusion Sociale**

Aucune activité n'a été réalisée pendant la période couverte par le rapport

## **4.0 Défis et Leçons Appris**

### **4.1 Défis**

Les défis à relever sont nombreux :

- Accès difficile aux données sectorielles pour assurer un suivi adéquat
- Faible prise en compte de la dimension COVID 19 : intégration difficile aux projets ou programmes de résilience dans la riposte Covid, les plans de relèvement, et ainsi que la réorientation des financements vers la riposte immédiate.
- Faible intégration des cibles des changements climatiques dans les documents de planification du développement des pays
- Faible intégration la résilience dans les documents de planification stratégique des Nations Unies (UNDAF, Programme pays des agences)
- Faible capacité de projection des pays dans des horizons temporaires à long termes (2050 et 2100)
- Faible coopération et synergies entre les institutions publiques et privés concernés par les questions climatiques.
- Faible coordination des activités liées aux changements climatiques entre les institutions publique et privé
- La pandémie de COVID 2019 a impacté négativement l'exécution des activités des projets adaptations au CC

### **4.2 Leçons Appris**

Les leçons apprises de la mise en œuvre du Projet adaptations au CC du MEDD pourraient servir pour d'autres projets similaires se présentent comme suit :

- La prise en compte de la dimension genre : les femmes ont été largement impliquées dans les activités de production agricole, reboisements (mangrove, Acacia) et celles génératrices de revenus (artisanaux, aviculture, etc). Elles représentent le maillon indispensable pour la durabilité des activités initiées par le projet au regard de leur rôle dans la gestion de ménage, et surtout pour leur implication dans la mise en œuvre du projet. Exemple, une quarantaine de bénéficiaires dans le périmètre agropastoral de Hanlé dont

40 % sont des femmes, pareille pour les activités des reboisements et artisanales à Raysali et pour les activités aviculture à Kalaf et Ad-Bouya.

## **5.0 Recommandations**

Mobilisation de plusieurs partenaires pour soutenir les actions climatiques afin de renforcer la résilience des communautés locales: PNUD, FAO, UE, BM, BAD, FIDA, GIZ, AFD, JICA, OIM, et PNUE...).

Etablissement un système National de Mesure, Notification et Vérification à intégrer dans les programmes de résilience.

La mise en place d'une architecture nationale de la finance climat / et un système national de suivi de la mobilisation des financements climatiques et environnementaux (système MNV finance).

Renforcement de capacités des membres du Groupe d'experts national sur les procédures des différentes sources de financement climatique et leurs critères; Développement des projets bancables

Mise en place un mécanisme financier national pour financer les actions de lutte contre les changements climatiques

Améliorer la production, collecte et l'analyse des données climatiques et la mise en place de système de MRV

Renforcer les synergies- coopérations entre les institutions publiques, privé et les ONG

Favoriser l'intégration des mesures et objectifs d'adaptation et atténuation aux politiques sectorielles et de planification nationale.